

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) – **ALPIL** (Action pour l'insertion sociale par le logement) – **AMPIL** (Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement) – **ASAV** (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et rroms) – **Association Solidarité Roms de Saint-Etienne** – **CAM** (Comité d'Aide Médicale) – **CCFD-Terre solidaire** – **LA CIMADE** (Comité intermouvements auprès des évacués) – **CLASSES** (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squat) – **FNASAT-Gens du voyage** – **Habitat-Cité** – **Hors la Rue** – **Imediat** – **LDH** (Ligue des Droits de l'Homme) – **Lien Tsigane** – **MDM** (Médecins du Monde) – **Mouvement catholique des gens du voyage** – **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **ROMAQUITAINE** – **Rencontres tsiganes** – **RomActions** – **Romeurope Val-de-Marne** – **Secours catholique (Caritas France)** – **SICHEM** (Service de Coopération Humanitaire pour les Etrangers et les Migrants) – **Une famille un toit 44** – **URAVIF** (Union régionale des associations pour la promotion et la reconnaissance des droits des Tsiganes et des Gens du voyage d'Ile-de-France)

Et le Comité de soutien de Montreuil, le Comité de soutien aux familles rroms de Limeil-Bonneuil, le Comité de soutien 92 Sud, le Collectif Romeurope e l'agglomération nantaise, le Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie, le Collectif Roms des associations de l'agglomération lyonnaise, le Collectif Romyvelines, le Collectif de soutien aux familles rroms de l'agglomération orléanaise, le Collectif des sans-papiers de Melun, le Collectif solidarité Roms et gens du voyage du Nord.



Paris, le 13 juillet 2011

INVITATION CONFERENCE DE PRESSE

Roms, un an après Grenoble : hors caméras, les discriminations et les expulsions continuent...

Le 30 juillet 2010, Nicolas Sarkozy prononçait le tristement célèbre discours tenu à Grenoble, qui stigmatisait en particulier les Roms et annonçait une vaste campagne de démantèlement des « campements illicites ».

Si elle était pour la première fois exprimée au plus haut sommet de l'Etat, cette pression sur les Roms n'est pas nouvelle : les bidonvilles sur lesquels ils sont installés sont régulièrement démantelés, ce qui condamne des familles à une errance perpétuelle, s'oppose à leur insertion, à leur prise en charge sanitaire, à la scolarisation des enfants etc. Depuis plusieurs années, ces citoyens européens de « seconde zone » représentent plus de 30% des étrangers « éloignés » du territoire.

La pression policière, les expulsions systématiques - parfois extrêmement violentes et à la limite de la légalité – se sont intensifiées. Loin de mettre fin à la précarité, aux bidonvilles, à la misère, cette politique ne fait qu'aggraver les difficultés sociales de cette population.

Depuis l'été dernier, nombreux sont ceux qui n'ont pas pu rester spectateurs devant cette politique d'exclusion de familles parmi les plus fragiles en Europe. Des comités de soutien plus nombreux ont développé avec les familles Roms des actions importantes pour s'opposer aux expulsions, apporter des soutiens humanitaires et pour développer des projets d'insertion avec des collectivités territoriales.

Depuis l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne le 1^{er} janvier 2007, les Roms migrants, qui sont pour la plupart originaires de ces deux pays, ont le droit de circuler et de vivre en Europe. Contrairement à la majorité des pays-membres de l'Union, la France maintient des mesures discriminatoires à leur rencontre.

Ces dispositions transitoires rendent très difficile l'accès au travail des citoyens roumains et bulgares et limitent leur droit d'installation. Ces règles les contraignent de fait à la précarité et sont aujourd'hui le principal obstacle à l'insertion sociale des Roms.

Alors que ces mesures transitoires prennent fin le 31 décembre 2011, le gouvernement français a d'ores et déjà annoncé sa volonté de les prolonger jusqu'en 2014.

Par cette décision, le gouvernement français maintient délibérément des populations dans la précarité et favorise le développement des bidonvilles, de la misère sociale, et de conditions de vie indignes.

Les organisations signataires réclament la levée immédiate des mesures transitoires qui est la condition indispensable à l'accès des Roms au droit commun.

Pour faire le point sur la situation des Roms en France un an après la réunion interministérielle du 27 juillet à l'Élysée qui préparait ces politiques « anti-Roms », le collectif **Romeurope** vous invite à une

**Conférence de presse
le jeudi 21 juillet à 11 heures**

au siège de la FNASAT – Gens du Voyage,
59, rue de l'Ourcq, 75019 Paris - Métro Crimée, ligne 7
(Salle de réunion au 1er étage)

Contact presse :

Damien Nantes, *Hors la Rue*, **06 13 26 03 22**

Alexandre Le Cleve, *La Cimade*, **01 44 18 66 08**

Merci de confirmer votre présence à l'adresse suivante :

marilisa.fantacci@romeurope.org

06 35 52 85 46